

## MANIFESTE POUR UNE VILLE EN VERT

La grande majorité des habitants de France, comme d'Europe, habite en ville : les sociétés du XXIème siècle sont urbaines. La ville doit être le lieu de la solidarité, du métissage culturel, de l'écologie urbaine (utilisation économe des ressources spatiales comme de l'énergie...). Pourtant, elle est trop souvent l'expression des impasses de notre développement productiviste passé : pollutions, crises énergétiques, ghettoïsation et exclusion sociale, réduction et désorganisation de l'espace rural... Les politiques publiques urbaines sont donc un enjeu politique majeur. Elles doivent s'appuyer sur la mobilisation des citoyennes et des citoyens et les pratiques des acteurs de l'urbain.

Les Verts ne rêvent pas de nouvelles villes à la campagne, ni de mégalo-poles asséchant leurs territoires périphériques. Dans nombre d'agglomérations, des élus Verts ont, durant ce mandat, assumé la charge de politiques structurantes (urbanisme, logement, transports, environnement, réseaux eau et assainissement, équipements scolaires, santé...) qui en dessinent le devenir. Nous avons cherché, au quotidien, dans les politiques publiques que nous avons portées, à œuvrer pour des villes, rassemblées plutôt qu'étalées, fonctionnant en réseaux entre grandes agglomérations, villes moyennes, et zones rurales, soucieuses de la qualité de vie de leurs habitants, protectrices des plus faibles, associant étroitement les citoyennes et les citoyens à la vie publique municipale...

Nous ne perdons pas de vue que d'autres règles se définissent à d'autres échelons (nationaux, européens...), que nous sommes parfois amenés à ne pouvoir être que des pompiers locaux, confrontés aux dégâts d'un système mondial capitaliste insoutenable. La constitution de rapports de force à ces autres niveaux fait partie de nos objectifs politiques. Il faut être conscient que les effets cumulatifs des politiques publiques locales en font des politiques globales. L'addition des rapports de forces locaux est aussi un enjeu politique global.

### **Nous devons relever des défis majeurs :**

- Construire une ville "collective", "fédérative", composée de citoyennes et de citoyens et non de consommateurs (y compris de services publics) avec une vraie capacité de débats internes, de confrontation et de compréhension partagée sur les principaux enjeux. En s'appuyant sur une véritable démocratie participative, cette ville doit savoir valoriser ses compétences, faire fructifier son capital de diversité des parcours et des origines. La culture est un des moteurs de ce vivre ensemble : la cité doit s'ouvrir à toutes les facettes de la création et s'appuyer sur l'énergie de ses artistes et de sa population. Elle doit permettre l'accès de chacun à la culture et développer les pratiques amateurs.

- Concevoir une ville solidaire qui se dégage de la ghettoïsation sociale et spatiale, qui s'appuie sur les outils d'action publique tels que ceux de la loi Solidarité et renouvellement urbain (SRU) pour imposer des modifications en profondeur de son urbanisme, pour une véritable mixité des fonctions, des activités et des habitats. Nous nous fixons comme objectif de remédier à la ségrégation urbaine et à l'inflation du prix des logements, qui relèguent exclus et nombre de familles en périphérie. Nous pensons que peuvent se développer, dans la logique d'une économie sociale et solidaire, de nouvelles formes d'échanges locaux, génératrices de cohésion sociale.=

Cette cité est écologiquement responsable. Notre ville en vert est agréable à vivre avec ses jardins publics en réseaux et ses corridors écologiques, ses transports publics et ses déplacements doux ... mais nous ne refusons pas d'augmenter la densité face au risque d'un étalement urbain en tache d'huile, prédateur d'espace et d'énergie, dont la réduction drastique est aujourd'hui un objectif politique prioritaire, tant l'extension des aires urbaines des principales métropoles est aussi un des éléments fondamentaux des évolutions démographiques de ces dernières années. Cette ville plus compacte reste soucieuse de sa trame verte, elle est maillée des équipements nécessaires aux habitants, d'espaces publics, de parcs et coulées de verdure, elle respecte son passé et son patrimoine architectural, ce sont les conditions de sa viabilité. Nous refusons par contre une densification à tout prix qui ne respecterait pas ces exigences. Notre ville en vert est aussi soucieuse de ses rejets (eaux résiduelles, déchets, pollutions atmosphériques et sonores) qui ne doivent pas être le problème des plus fragiles ici, ou des autres..., plus loin. Les enjeux de santé, liés au fonctionnement de la ville, sont aujourd'hui une priorité pour les Verts.

La ville en Vert c'est donc mieux vivre en ville, en renforçant la qualité urbaine, les équipements utiles au quotidien et créateur du lien social, l'accès au logement et aux services pour tous.

Face à ces enjeux, les Verts s'inquiètent des désengagements de l'Etat, qui vont à l'encontre de ces

objectifs : réduction forte du financement des transports publics, insuffisances criantes sur les opérations de renouvellement urbain et sur le financement du logement social, incertitude sur les nouveaux dispositifs d'accompagnement social. L'aveuglement idéologique de la majorité de droite qui gouverne ce pays limite incontestablement notre capacité d'intervention, dans une période où l'action publique, et donc l'argent public, sont si nécessaires. Tout en s'opposant à cette remise en cause libérale de l'action publique, les éluEs Verts cherchent à mettre en œuvre des politiques à la hauteur des enjeux. Nous sommes convaincus que notre monde ne peut se satisfaire de demi-mesures, qu'il faut avoir le courage de politiques volontaires, refuser de sacrifier à la démagogie... Nous sommes conscients que ces enjeux nécessitent inventivité et créativité des modes d'intervention, et que nous ne pouvons élaborer et agir seuls : le travail en réseau avec l'ensemble des acteurs est donc indispensable.

## UNE VILLE ECOLOGIQUEMENT RESPONSABLE

Sans illusions sur les mesures qui seront proposées dans le cadre de la loi-cadre suivant le Grenelle de l'environnement, dont les questions urbaines auront été singulièrement absentes, les Verts sont conscients que nombre d'enjeux environnementaux sur l'effet de serre, la consommation d'espace et la perte de biodiversité, la pollution et le gaspillage de l'eau se jouent dans les villes. La rapidité de la dégradation de la planète entraîne une énorme responsabilité des futures équipes municipales, elles devront l'assumer dans le cadre des politiques publiques d'agglomération ou de pays, territoires pertinents de réponse à la hauteur des enjeux.

Nous proposons donc de :

- Rendre systématiques les plans climats territoriaux : ce plan d'action, voté par l'intercommunalité, doit définir les mesures permettant d'atteindre localement les objectifs internationaux fixés par la communauté scientifique, notamment le GIEC, de réduction de nos émissions de gaz à effets de serre. Les Verts demandent que la loi rende obligatoire l'élaboration de ces plans climats dans tous les bassins de vie, et impose que tous les documents d'urbanisme et de déplacements du territoire s'y conforment (SCOT, PLU, PDU, permis de construire...). Comme ils l'ont fait dans les villes où ils étaient en responsabilité, Les Verts exigeront l'élaboration et la mise en œuvre de plans climats partout où ils participeront à des majorités municipales,
- Se doter de la compétence-énergie dans les agglomérations. Oubliées par la dernière loi d'orientation énergétique, les collectivités locales sont néanmoins une autorité organisatrice incontournable pour un territoire énergétiquement responsable. Les Verts demanderont que les intercommunalités où ils siègent se dotent de cette compétence, avec comme objectif minimum d'atteindre en 2020, 20% d'énergie renouvelable produite sur leur territoire. (Solaire thermique, photovoltaïque, réseau de chaleur, co-génération bois, biomasse, éolien, géothermie...),
- Un plan d'isolation massif du logement ancien, avec un engagement financier des collectivités locales en complément de l'Etat, qui se doit d'être moteur ("OPAH énergétique"). Il s'agit notamment de faire des opérations ANRU de réhabilitation du parc social des vitrines d'écologie urbaine, avec en parallèle la réduction des émissions de gaz à effet de serre et des charges pour les locataires,
- Une action prioritaire sur le bâti communal, qui devra être autonome énergétiquement en 10 ans (isolation et production d'énergie renouvelable),
- Une lutte résolue contre l'étalement urbain ; en l'absence de loi encadrant strictement les possibilités de mutation des terres agricoles, nous défendons le principe d'une ville qui assume sa nécessaire reconstruction sur elle-même : une ville rassemblée, où la mixité sociale et générationnelle sera renforcée. Cette action contre l'étalement urbain passe aussi par une coopération étroite entre agglomérations et zones rurales, entre grandes villes et villes moyennes, dans un souci d'équilibre et de solidarité, alors que les grandes villes ont souvent dédaigné leurs territoires périphériques. Le renforcement des villes moyennes est un enjeu central d'un développement durable de nos territoires,
- Poursuivre et accélérer la sortie du modèle du tout automobile pour une complémentarité renforcée des modes de transport en ville : développement massif des transports en commun, ville donnant priorité aux piétons et aux cyclistes, auto-partage, refonte des modes d'approvisionnement et de transport des marchandises en ville...Durant ce mandat, les Verts ont montré leur courage et leur savoir-faire en la matière, et préparé le terrain pour des Plans de déplacements urbains plus contraignants en objectifs et en règle sur la consommation énergétique, les émissions de gaz à effet de serre, et les nuisances (bruit, pollution atmosphérique...),
- Penser les enjeux de biodiversité et de protection de la nature : chaque aire urbaine doit connaître et préserver sa biodiversité, éviter les coupures d'urbanisation, favoriser les aménagements favorables à sa faune et flore, garder l'eau dans la ville et réduire ses pollutions...Dans ce cadre, il est essentiel de réduire drastiquement les utilisations de produits phytosanitaires, en se donnant comme objectif le *zéro-phyto* en 2012, tant pour les utilisations publiques (espaces verts, voirie...) que privées (jardins,

- balcons...),
- Changer nos modes d'alimentation est un enjeu central de protection de l'environnement. Dans la Ville en Vert, nous augmenterons fortement dans les restaurations collectives (cantines, crèches, maisons de retraites...), le recours aux produits biologiques, aux circuits courts de l'agriculture de qualité périurbaine, nous proscrireons tout produit contenant des OGM. Nous soutiendrons aussi l'auto organisation des consommateurs (type "coopérative d'achat", AMAP) et favoriserons le développement de marchés bio,
  - Limiter la pollution publicitaire dans les villes,
  - Une nouvelle politique de l'eau : réduire les consommations d'eau est une nécessité : double-circuit dans la construction neuve, utilisation des eaux de pluies pour l'arrosage et le nettoyage... Nous devons expérimenter et développer de nouveaux systèmes d'assainissement (notamment pour les écarts urbains...) et sommes convaincus de la nécessité d'une véritable politique des eaux pluviales qui « lessivent » les villes (traitement, maintien de la perméabilité des sols...). Pour atteindre cet objectif de qualité de l'eau (production, distribution et assainissement), les Verts défendent le choix du service public en régie,
  - Réduire et gérer nos déchets et nos rejets, sans les faire subir à d'autres s'impose à nous, avec l'enjeu fort d'une réduction des déchets à la source, complété par le tri sélectif et le développement des filières de déchets organiques. L'économie du réemploi est un secteur d'avenir que nous devons accompagner,
  - Remise à plat, au niveau national et européen, de la fiscalité sur les déchets, en faveur de la réduction à la source,
  - Mettre en place des plans locaux de préventions des risques, intégrant l'ensemble des enjeux (prévention, urbanisme, information du citoyen...),
  - Développer et la sensibilisation à l'environnement, notamment vers les scolaires.

Les collectivités locales sont des acteurs majeurs de la protection de l'environnement qui doivent être reconnues. Nous chercherons à peser, par nos associations d'élus, sur les nécessaires réformes des lois et directives, et nous nous investirons dans les grands débats mondiaux dans le cadre des pouvoirs reconnus des "autorités locales", par exemple, les négociations internationales sur le climat.

## UNE VILLE SOLIDAIRE

La ville est l'espace clef de la vie en société, l'objectif des politiques publiques locales est donc bien de renforcer le *vivre-ensemble* et les solidarités. Engagés dans la construction de la ville et dans la refonte des politiques sociales, porteurs d'innovations, les Verts ont montré, notamment dans les banlieues, dans un contexte difficile d'aggravation de la pauvreté, de tensions sociales et de désengagement de l'Etat, leur engagement auprès de tous. La ville rassemblée est l'expression de notre projet de *vivre-ensemble* ; nous faisons de la mixité sociale diffuse un enjeu majeur : dans ce cadre, nous souhaitons disposer de nouveaux outils de préemption foncière et de lutte contre la spéculation immobilière, difficiles aujourd'hui à mettre en œuvre dans les cadres législatifs actuels. Plus globalement, il s'agit de décroïsonner le social, la santé, l'environnement, en lien avec l'éducatif. Cela peut se faire autour de contrats locaux, en favorisant toujours l'expertise des usagers bénéficiaires.

Nous proposons donc de :

- Renforcer et d'améliorer le parc de logements sociaux, en nombre insuffisants et souvent vétustes, politique pour laquelle nous dénonçons fortement le désengagement de l'Etat, et ce malgré ses déclarations incantatoires. C'est une urgente obligation et notre premier objectif politique. Faute aussi de véritables sanctions nationales contre les communes qui en accueillent peu, et qui refusent de s'engager dans de nouvelles constructions, les élus Verts se batront dans les intercommunalités pour que ces communes soient moins dotées financièrement (par exemple, par le biais des dotations de solidarité communautaire). Nous faisons évidemment de la lutte contre le logement indigne une autre priorité é forte de notre action. - Parallèlement à cette mixité diffuse, nous considérons que la qualité de l'espace public est centrale pour favoriser la rencontre et le vivre-ensemble. Nous serons attentifs à ce qu'un même souci de qualité préside aux opérations, qu'elles soient en centre urbain ou dans des quartiers périphériques,
- Augmenter et adapter les possibilités d'accueil des jeunes enfants (la politique d'accueil de la petite enfance est une politique socle du vivre-ensemble),
- Mettre en place une véritable politique publique partenariale de l'enfance (accompagnement des familles, protection, actions éducatives...),
- Faire de la santé un thème fédérateur du prochain mandat, par la mise en place de plans santé ambitieux (adhésion au réseau des villes « santé » de l'OMS), avec notamment un volet santé environnementale. La santé ne se limite pas aux politiques de soin ; la ville est donc à travers toutes

ses actions, un acteur majeur des politiques de santé,

- Mieux diagnostiquer et lutter contre les risques diffus (qualité de l'air intérieur, villes sans substances CMR -Cancérogène, Mutagène, Reprotoxique...),
- Agir fortement sur les comportements alimentaires (lutte contre la malbouffe, la surconsommation de sel et de sucre, accès aux légumes et fruits frais pour tous, sport et pédibus...),
- Lutter contre les nuisances sonores,
- Développer un système de santé de proximité (maisons de santé...) et promouvoir un hôpital inséré dans un dispositif construit sur un territoire de santé,
  - Créer des appartements thérapeutiques en nombre suffisant,
  - Avoir une stratégie locale de prévention du sida et des maladies sexuellement transmissibles, en lien avec les associations spécialisées,
  - Repenser les politiques d'aides aux personnes en difficulté. Les aides aux bénéficiaires doivent tendre à l'automatisme et ne plus cumuler les conditions, trop souvent inutiles voire contradictoires. Nous voulons renforcer et clarifier les relations avec les associations qui remplissent des missions d'intérêt général. Des compétences disséminées entre les collectivités territoriales naît un dédale de dispositifs : nous souhaitons simplifier et sortir du saupoudrage en définissant clairement des priorités, fondées sur une analyse en permanence réactualisée de l'état social de la population. Nous soutenons l'idée de maisons de services publics, guichet unique avec collège de professionnels et pluridisciplinarité,
  - Créer une structure locale d'accueil et de soutien aux femmes victimes de violences,
  - Mettre en place des logiques de parcours résidentiel, accessible à tous les revenus et des stratégies de logements adaptés (modulables, changeables tout au long de la vie),
  - Développer fortement les services aux personnes âgées, notamment dans le cadre de l'économie sociale et solidaire. Accompagnement des expérimentations de solidarités intergénérationnelles comme l'hébergement d'étudiants en échange de services...
  - Rendre réellement accessible pour tous l'espace et les services publics. Accélérer les politiques publiques en la matière,
  - Refuser les casinos dans les villes, miroir aux alouettes aux conséquences sociales désastreuses,
  - Soutenir matériellement les familles sans-papiers.

## **UNE VILLE ATTENTIVE À LA VALORISATION DE SON PATRIMOINE HUMAIN.**

La ville doit être lue comme un potentiel humain, naturel, patrimonial, financier. Elle doit aussi intégrer la mobilité d'une partie de ses acteurs, elle est lieu de passage.

Nous ne saurions nous satisfaire de "métropoles" en compétition exacerbée les unes par rapport aux autres, ne cherchant qu'à attirer des "emplois "high-tech". Nous prôtons une action différente, où nous prenons soin de la diversité des emplois, garante de la cohésion sociale, où nous restons solidaires des territoires périphériques.

Nous estimons que de réelles planifications régionales sont nécessaires et sommes intéressés par l'esprit de la coopération en réseaux des grandes villes, entre elles et avec leurs territoires périphériques, pour une réelle maîtrise du phénomène de la métropolisation, par la complémentarité plutôt que par la rivalité compétitive. Nous pensons imaginables dans les prochaines années, notamment pour des raisons de coût des transports, des relocalisations économiques, qu'il s'agit de préparer.

### **Un développement endogène accompagné**

- Renforcer nos investissements dans la formation (en lien avec les régions, et sans se concentrer uniquement sur les formations d'excellence), et la recherche (en s'appuyant sur les atouts spécifiques du territoire), en étant attentif à la valorisation des savoirs et des parcours :

- Développer des éco-activités, des éco-filières est un enjeu en soi. Les éco-activités représentent aujourd'hui des milliers d'emplois potentiels, dans des activités aussi diverses que les déchets, le bâtiment, les transports, les énergies renouvelables, ... Elles amènent un double développement : en transformant l'économie et les modes de production ; en créant des emplois locaux et écologiquement utiles. Nos collectivités doivent aider à leur émergence, en évitant de reproduire ici concurrences et compétitions stériles entre nos territoires.
- Soutenir fortement l'agriculture périurbaine, notamment par des outils de maîtrise foncière, accompagner l'installation de jeunes agriculteurs en les orientant vers les circuits courts.
- Transférer les aides économiques vers le développement local, revoir les aides aux entreprises. Cela doit nous permettre de privilégier des actions qui répondent au mieux à nos priorités (par exemples : l'utilité environnementale et sociale de ses productions et services, son ancrage territorial, le dialogue social interne, l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, la formation des moins qualifiés...), ou de ne pas soutenir des actions qui seraient contraires aux principes que nous nous fixons en fonction de nos choix politiques (activités sur-consommatrices d'énergies...). »
- Continuer d'accompagner, comme nous l'avons porté durant ce mandat, le développement de l'économie sociale et solidaire, notamment par des outils financiers solidaires (fonds de placements ESS, fonds de soutien à l'innovation, épargne solidaire...) et en promouvant la conversion en SCOP. Nous soutiendrons dans ce cadre la prise en charge de missions de service public (Exemple : SCIC pour gérer un service d'auto partage, de location de vélos, un parc éolien...)
- Mettre en place les conditions de solvabilisation (monétaire ou non) de la demande de services de proximité à la personne (élargissement du titre emploi service aux collectivités et institutions, soutien à la création de monnaies complémentaires, locales (type SEL) ou nationales (SOL).
- Accompagner les expériences de mise en place sur les compléments de revenu (étudiants, personnes âgées, précaires...)
- Accompagner la relocalisation des systèmes de productions locaux.

### **Une ville attentive à son fonctionnement**

- Généraliser des bureaux et missions des temps, pour gérer différemment la ville à la fois dans ses temps sociaux que dans ses fonctionnements. Il faut remettre en cause des habitudes (par exemple le nettoyage des locaux au petit matin) qui génèrent difficultés de vie (transport, gardes d'enfants...) pour des personnes peu qualifiées, souvent des femmes isolées. Il faut remettre en cause des horaires qui provoquent la saturation à heure fixe des transports en commun... La ville en Vert est une ville mieux comprise et mieux coordonnée.
- Utiliser les capacités d'achat collectifs pour agir sur l'offre, sur les habitudes... Nous serons en soutien aux organisations citoyennes, aux possibilités d'informations sur des consommations alternatives ; dans les achats publics, la collectivité doit être exemplaire : éco-responsable et équitable. Il ne s'agit plus d'acheter symboliquement quelques paquets de café ici ou là, mais de passer à de l'achat quantitatif systématique et significatif, participant à l'organisation de véritables filières, comme nous l'avons déjà initié dans certaines régions.
- Défendre et redévelopper le commerce de proximité, alternative aux concentrations en périphérie au bénéfice de quelques enseignes mondiales. Nous utiliserons toutes les ressources de la loi

SRU, pour préempter si besoin est, pour préserver des offres commerciales variées dans toute la ville, dans le centre comme dans les quartiers excentrés, et limiter le surdéveloppement des grandes surfaces.

- Permettre l'accès pour tous à Internet et aux nouvelles technologies, refuser la fracture numérique.

### **Une ville où chacun est reconnu**

- Mettre en œuvre des politiques d'insertion actives, fondées sur la valorisation des capacités de chacun.
- Élaborer des plans locaux de lutte contre toutes les discriminations qu'elles soient en fonction de l'origine, des croyances, du sexe, de l'état de santé, des handicaps, de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre, avec mise en place d'une structure locale indépendante de suivi, accessible pour tous, une aide aux associations, aux concours d'emploi publics...
- Promouvoir l'égalité des chances à l'embauche ou dans le travail au sein des services communaux ou d'agglomérations,
- Systématiser la reconnaissance des PACS en mairie pour les couples qui le souhaitent.
- Renforcer la présence des aînés dans la ville, leur donner une autre place, développer des outils en ce sens (carrefour du bénévolat, promotion des tutorats...) Les personnes âgées sont riches de savoirs et d'expérience que nous devons valoriser,
- Créer un conseil des jeunes de 15 à 25 ans (habitant, travaillant ou étudiant dans la commune), doté d'une forme d'autonomie,
- Développer une politique d'échanges de coopération solidaire en lien avec les associations issues de l'immigration.

## **UNE VILLE EN DEBAT : DEMOCRATIQUE, INTERACTIVE, INTERCULTURELLE...ET INTERCOMMUNALE.**

Le risque est grand aujourd'hui de nous diriger vers des villes qui ne soient qu'empilement de groupes s'ignorant les uns les autres, et d'habitants se vivant plus comme des consommateurs de service public que comme des citoyens. Décloisonnement des quartiers et des réseaux, association étroite des habitants à la décision publique sont des enjeux essentiels pour un nouveau vivre-ensemble. Il nous faut réinventer de nouvelles fraternités urbaines et une culture commune en matière de démocratie participative... une priorité réelle à la qualité de l'espace public et à son animation, expression d'un "vouloir vivre ensemble" qui n'existe que par la rencontre. La ville piétonne, celle des rencontres les plus faciles, la ville en fête pour tous, c'est la ville en vert. Nous nous retrouvons dans la démarche de l'agenda 21 de la culture, véritable plan d'action global, adopté à Barcelone dans le cadre de la dynamique de Forum Social Mondial ;

Nous proposons de :

- S'engager clairement sur la reconnaissance et la valorisation des diversités culturelles, fondement du vivre-ensemble, des métissages et de la création permanentes de cultures communes. Le repli communautariste se nourrit de l'exclusion et de la non-reconnaissance, les élus (e) s Verts considèrent que les politiques locales restent encore bien timides dans ce nécessaire accompagnement et cette mise en scène des diversités. Concernant les populations d'origine étrangère non-européennes, l'obtention du droit de vote aux élections locales reste un élément fort de reconnaissance que nous continuons d'exiger,
- Soutenir la diversité de l'action culturelle (équilibre des politiques publiques entre espaces culturels institutionnalisés et accompagnement des micro-réseaux de créateurs, les petits lieux de diffusion, les actions de quartier,...), refus de la barrière entre « culture » et « socio-culture », culture « amateur » ou " professionnelle ». Les villes doivent assumer le défi d'une production artistique ambitieuse, car elles peuvent à la fois produire et montrer les œuvres, mais également trouver les formes d'intervention qui garantissent l'accès de tous à cette production,
- Développer des transports publics de qualité, de la périphérie aux centres et entre tous les quartiers pour éviter les cloisonnements et les exclusions,
- Renforcer et rénover les conseils de quartier : ils doivent désormais entrer dans l'âge adulte et se penser comme espace d'animation démocratique de ce territoire, s'autonomiser par rapport au pouvoir politique (mode de désignation de leurs membres, budgets propres, moyens d'information et d'expertise...). Les conseils de quartier doivent notamment être impliqués dans les concertations sur l'urbanisation et son aspect durable, l'amélioration de la réactivité du service public. Ils pourraient être représentés dans les conseils de développement. ... À côté des conseils de quartiers, des commissions « extra municipales » thématiques peuvent aussi être des lieux d'expérimentation de budgets participatifs,
- Soutenir les expériences du tiers secteur de la communication et de l'audiovisuel sous toute ses formes (Internet, radio, télévision, presse écrite) car elles garantissent le pluralisme des médias.

### **UN ENJEU FORT : RENFORCER L'INTERCOMMUNALITE.**

- Améliorer la mise en réseau des acteurs : issus des conseils de la LOADDT dite loi Voynet de juillet 99, les conseils de développement des pays, trop souvent organisés autour des notables locaux, n'en restent pas moins pour un bon tiers d'entre eux des lieux d'expérimentation démocratique exceptionnel, de conduite de démarche « projet ». Il faut les valoriser et les ouvrir largement, en synergie avec les conseils de la jeunesse, les conseils d'étrangers...
- Sortir l'intercommunalité de son vide démocratique. Nous prôtons l'élection au suffrage universel direct car qui lève l'impôt doit être contrôlé par le suffrage. C'est une réforme démocratique clef. Mais, au-delà de cette élection permettant de sortir d'une situation d'élus au 2ème degré dont le contrôle est incertain, c'est l'approfondissement même de la participation à partir des intercommunalités qui est posés : celles-ci ont entre les mains des compétences et des budgets de plus en plus lourds : de la gestion urbaine aux grands projets d'agglomération. Les intercommunalités devront produire des chartes de démocratie locale par lesquelles elles définiront l'ensemble des procédures et des outils qu'elles entendent mettre en place pour sortir de la distance au citoyen.
- Favorables à la suppression à terme de l'échelon départemental, les Verts considèrent que le pays et l'intercommunalité sont l'avenir, à condition d'être exigeants sur leur fonctionnement démocratique et leur cohérence territoriale. Ainsi nous considérons nécessaire un renforcement de la loi sur la cohérence des territoires d'intercommunalité (respect des aires urbaines...), pour éviter des petites intercommunalités " politiques" ne correspondant pas à des territoires d'action pertinents.

Voté à l'unanimité, le 26 janvier 2007